

## L'événement

## QUID DES VACANCES DE FÉVRIER ?

« On est toujours sur le principe de deux semaines de vacances, aux dates prévues », assurait Jean-Michel Blanquer, il y a quelques jours. Le président du Conseil scientifique plaide, lui, pour un allongement des congés. Objectif : « Se retrouver dans des meilleures conditions, début mars, pour rouvrir les écoles. »

212 501 312

C'est le montant, en euros, des crédits non utilisés par le ministère de l'Éducation en 2020. À rapporter aux 400 millions de la « revalorisation » des enseignants...

## ÉDUCATION

# Les raisons de la colère des professeurs... et des autres

Sauver le service public de l'école. Voilà ce qui rassemble, ce mardi, tous les métiers de l'éducation nationale. Enseignants, surveillants, infirmières, psychologues et conseillers principaux seront en grève ou en manifestations, à l'appel d'une très large intersyndicale.

Is n'en peuvent plus, et ils vont le dire ce mardi. « Ils », c'est l'ensemble des professionnels de l'éducation nationale – enseignants, surveillants, infirmières, psychologues, conseillers principaux d'éducation, AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap)... – qui sont appelés à la grève par une intersyndicale d'une ampleur rarissime. Toutes les fédérations liées aux métiers de l'éducation de la FSU (Fédération syndicale unitaire), de la CGT, de Solidaires, de FO, plus des syndicats autonomes comme le Snalc ou le SNCL, auxquels s'ajoutent localement d'autres syndicats ou des fédérations de parents d'élèves, se sont liés pour appeler à cette journée de grève « pour la défense du service public d'éducation ».

De quoi mettre du monde dans la rue ? Sans aucun doute. Même si les circonstances sanitaires constituent un obstacle bien réel, dont il ne faudrait pas sous-estimer les effets. Sans parler de la difficulté, en ces temps de cours « en distanciel » et

de couvre-feu, à maintenir ces liens sociaux qui permettent de préparer et d'organiser une telle mobilisation. Pas de quoi, pour autant, faire oublier aux enseignants les raisons de leur colère. À commencer par leurs salaires, dont ils savent assez qu'ils sont parmi les plus bas d'Europe, et qui n'ont cessé de perdre en pouvoir d'achat depuis plus de dix ans du fait du gel du point d'indice. Et comme s'il fallait en rajouter, la fameuse « revalorisation » annoncée par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, au moment de la réforme des retraites – et qui devait compenser les effets dévastateurs de celle-ci sur les pensions – a fini par arriver... à la limite de la provocation : les deux tiers des enseignants n'en verront en effet pas la couleur.

Et puis, il y a les réformes. Tellement nombreuses qu'on renoncera à en dresser le catalogue... Pour ne citer que les plus

mal vécues : la réforme du bac général et technologique, doublée de celle du lycée professionnel. Désorganisation, appauvrissement des enseignements généraux, élèves traités comme

des cobayes – ce qu'a encore montré l'annulation en dernière minute des épreuves de spécialité –, le bilan est lourd pour les enseignants. Et il s'aggrave, dans les lycées mais aussi les collèges, par la suppression annoncée de près de 1 900 postes... alors

qu'une forte augmentation des effectifs d'élèves est attendue. Tout cela quand les effets délétères du confinement et des cours à distance se font sentir, sur les élèves, mais aussi sur des enseignants, qui considèrent que les protocoles sanitaires qu'on leur inflige ne sont pas à la hauteur. Et aujourd'hui, c'est leur colère qu'ils entendent déconfiner. ●

DOSSIER RÉALISÉ PAR OLIVIER CHARTRAIN

**1 883**  
C'EST LE NOMBRE DE POSTES QUI SERONT SUPPRIMÉS DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE À LA RENTRÉE 2021.

## LA CONFIANCE SE CACHE POUR MOURIR

Il est devenu difficile pour un journaliste de faire témoigner des enseignants à visage découvert. C'est pourquoi la totalité des témoignages que vous lirez dans ces pages n'ont pu être recueillis que sous couvert d'anonymat. C'est devenu une règle à laquelle peu dérogeant, et c'est l'effet de l'article 1 de la loi sur « l'école de la confiance », qui prescrit aux enseignants un « devoir d'exemplarité » aussi flou que menaçant. C'est aussi l'effet de la répression qui s'abat lourdement sur ceux qui redressent la tête ou lèvent le poing, comme les « quatre de Melle » (Deux-Sèvres) mais aussi à Bordeaux, Clermont-Ferrand, en Seine-Saint-Denis... Jean-Michel Blanquer croit-il que « la confiance », cela s'instaure à coups de bâton ?

## « C'EST L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION QUI SE JOUE »

**Isabelle**  
Professeure d'anglais dans un lycée de l'Essonne

Isabelle se souvient des mobilisations de l'an dernier contre la réforme des retraites, puis contre celles du lycée et du bac : « Je m'étais fabriqué une pancarte, disons... synthétique : "Ras-le-bol d'être pressés comme des citrons !" Je crois que je vais la ressortir. » Aujourd'hui, elle ne sera pas considérée en grève puisqu'elle n'a pas cours le mardi, mais elle sera dans la manifestation parisienne. Avec, au cœur, un constat en forme de regret : « Nous avons été les cassandres de la réforme du lycée... Je me revois en train d'essayer de décortiquer les formules

de com du ministère, le fameux "bac à la carte", ce genre de choses. » Des choses qui ont permis au ministre de faire passer sa réforme auprès de l'opinion publique et d'une grande partie des familles. Isabelle n'est pas amère, mais elle constate les dégâts : « Le groupe classe a explosé, les élèves se connaissent moins entre eux car ils passent peu de temps dans les mêmes cours. En spécialité d'anglais, j'ai des élèves de 8 ou 9 classes différentes, qui se voient 4 heures par semaine... » La dynamique de groupe en fait les frais, tout comme le suivi – pédagogique et humain – des lycéens : « Cela atomise notre vision des élèves et eux ont du mal à trouver des repères. » Et tout ça pour quoi ? « C'est une réforme comptable, on le vérifie en ce moment avec l'arrivée des dotations horaires 2020-2021 dans les éta-

blissements. Il faut rogner sur tout. » Même – encore une promesse mensongère – sur l'offre de spécialités : « Nous avons monté une spécialité d'espagnol, mais elle n'a pas fait le plein. Résultat : cette année, on l'a maintenue seulement en terminale. » Mais les élèves de première ont dû faire une croix sur l'espagnol. Et ce gros lycée de 2 000 élèves peine à offrir sept spécialités (sur douze

possibles), soit le minimum syndical promis par Jean-Michel Blanquer. Dans ce contexte, Isabelle déplore aussi la « gestion au jour le jour » de la crise sanitaire : « C'est usant », souffle-t-elle. D'autant que le protocole sanitaire, dans cet établissement semi-rural dépendant des transports scolaires, se résume à faire venir un jour sur deux des classes pleines. Ce qui soulage la cantine, mais pas les cours. Isabelle redoute les inégalités ainsi générées : « On sait que certains lycées ont repris à 100 % pour les terminales. »

De la manifestation, elle n'attend pas de résultat direct : « On ne voit pas par quel miracle le ministre changerait de projet. Mais, dans une carrière, on en voit passer, des ministres... alors il faut montrer qu'on est là. » Et si cette agrégée ne s'inquiète pas trop pour ses revenus, elle dénonce « des rémunérations qui ne sont pas à la hauteur des compétences qu'on nous demande. Ça, et la précarisation croissante, ça fait un métier qui n'est plus attractif et, à terme, ça conduit à une baisse de la qualité de l'enseignement. Qui veut-on attirer ? Qui veut-on recruter ? Ce qui se joue là, c'est l'avenir du service public d'éducation. » ●

**« On ne voit pas par quel miracle le ministre changerait de projet. »**

**PAS DE SANCTION POUR FLORENCE GOURLAY**

Florence Gourlay, l'enseignante de l'université de Bretagne-Sud à Lorient, qui donnait des cours en présentiel, malgré l'interdiction, à des étudiants de master volontaires, n'a finalement pas été sanctionnée par sa hiérarchie. Près de 120 personnes, dont des étudiants, s'étaient rassemblées lundi pour la soutenir, a indiqué la FSU Bretagne.

**L'événement**

Pour beaucoup d'enseignants, les protocoles sanitaires imposés ne sont pas à la hauteur. Martin Bureau/AFP

## « NOUS VOULONS POUVOIR POURSUIVRE NOTRE TRAVAIL AUPRÈS DES JEUNES »

**Samia**

**Infirmière dans un collège  
de Seine-Saint-Denis**

« **N**ous sommes la garantie de l'accès libre et gratuit à la santé pour les élèves, dans les établissements, hors du regard des familles quand c'est nécessaire. » Alors qu'on frappe à la porte de son local, dans le collège de Seine-Saint-Denis où elle officie, Samia aurait du mal à oublier pourquoi elle est là... Et pourquoi elle s'apprête à faire grève, ce mardi, avec sans doute nombre de ses collègues tout aussi remontées qu'elle. Elle a observé, depuis le premier confinement, l'aggravation de l'état de santé des élèves : « On a environ trois situations sur cinq qui sont compliquées », recense-t-elle : maltraitements, violences intrafamiliales et conduites autodestructrices se renforcent et s'ajoutent aux problématiques habituelles, même si c'est, précise-t-elle, « à bas bruit ». Ce qui, par contraste, met cette quadragénaire du genre hyperdynamique encore plus en colère contre le projet de loi de décentralisation (dite loi « 4D »),

**« On ne peut pas  
“en même temps”  
être occupée  
au dépistage et  
être disponible  
pour les élèves. »**

qui prévoit de transférer la santé scolaire aux collectivités locales : « Ce serait un changement complet de nos missions. Nous passerions l'essentiel de notre temps à faire du dépistage à la chaîne, et nous ne serions plus dans les établissements, ou seulement pour des missions ponctuelles. » Elle prend pour exemple la vague #MeToo, qui touche aussi les établissements scolaires : « On doit être là pour recevoir des témoignages, faire des signalements à la Crip (cellule de recueil des informations préoccupantes), qui est d'ailleurs surchargée... » Nouvelle interruption. À l'autre bout du fil, nous entendons Samia donner des conseils à une élève qui s'est blessée au doigt. Puis elle reprend : « Nous ne serions plus à la disposition des jeunes à tout moment, pour les écouter. Nous ne ferions plus partie intégrante de l'équipe pédagogique, pour discuter quand on remarque qu'un élève ne va pas bien et réfléchir ensemble sur comment l'aider. Je suis très inquiète. »

Elle n'est pas la seule : une pétition en ligne, lancée fin décembre par le syndicat des infirmières scolaires, le Snics-FSU, a déjà recueilli plus de 40 000 signatures. À ces préoccupations s'ajoute, bien entendu, la crise sanitaire : « Il faut gérer le contact tracing, les suspicions, expliquer les procédures aux familles, les diriger vers les centres de dépistage... » Dans son collège, elle a appris, vendredi 22 janvier, qu'une campagne de tests aura lieu... le 28 janvier. Elle ne sera pas volontaire pour y participer. Comme un leitmotiv : « Je veux rester auprès des jeunes. On ne peut pas “en même temps” être occupée au dépistage et être disponible pour les élèves. » Signe que la mobilisation des « blouses blanches » scolaires pourrait être forte aujourd'hui... et même après. « Ce que nous voulons, c'est pouvoir poursuivre notre travail dans les établissements. Il faut qu'on nous entende, que ce projet de loi revienne sur ses intentions de départ. Sinon, ça signifie qu'on nie les besoins et la santé des jeunes. » •



## L'événement



« On ne peut pas faire des créneaux de récréation sur toute la journée, ce n'est pas réaliste... » soupire Marie. S. Mahe/Reuters

### « ON A L'IMPRESSION D'ÊTRE LA DERNIÈRE ROUE DU CARROSSE »

**Marie**  
Directrice d'école à Pantin  
(Seine-Saint-Denis)

« Ça part de nos salaires, oui, qui sont plus bas que partout ailleurs. Mais, en fait, nous nous mobilisons aussi pour nos conditions de travail, qui se sont beaucoup dégradées avec le Covid. Et voilà maintenant que, dans notre école, qui est pourtant en éducation prioritaire, on nous annonce une fermeture de classe pour la rentrée... » Marie s'exprime avec calme,

mais on sent la colère qui bout. Elle dit le confinement qui rend difficile, même encore aujourd'hui, le « raccrochage » des élèves : « On espérait plutôt qu'on nous permette d'avoir des effectifs corrects, pour rattraper ces difficultés. » Elle dit encore les protocoles sanitaires à mettre en place au dernier moment, inadaptés au bâti des écoles : « On ne peut pas faire des créneaux de récréation sur toute la journée, ce n'est pas réaliste... Notre santé n'est clairement pas la priorité de ce ministère ! On n'a pas peur d'accueillir les enfants, mais on a l'impression d'être encore une fois la dernière

roue du carrosse. » Évidemment, quand on parle à une directrice d'école pantinoise, on ne peut pas oublier les promesses faites par Jean-Michel Blanquer après le suicide de Christine Renon : « On a eu une prime de moins de 400 euros net. Mais, pour l'amélioration de nos conditions de travail, on n'a rien vu venir. Et, avec la crise sanitaire qui nous a ajouté de nouvelles tâches, elles se sont encore dégradées. Il nous reste bien peu de temps pour nous occuper des élèves en difficulté. » Avec cette journée de grève, elle avoue ne pas s'attendre « à ce que Blanquer cède. Son projet à lui est bien loin de l'amélioration de nos conditions réelles de travail. Mais il faut montrer qu'on est là et qu'on continuera à se battre. » Parce que, affirme-t-elle : « Ça finira par payer. » ●

### « BEAUCOUP DE COLLÈGUES SONT EN SOUFFRANCE »

**Bertille**  
Professeure de français en collège en Loire-Atlantique

Avec Bertille, le ton de la colère est donné. « Blanquer avait annoncé des mesures pour rattraper les inégalités scolaires qui se sont creusées pendant le confinement, mais il n'y a rien, c'est le désert total ! » dénonce-t-elle. Son collège n'est pas classé en éducation prioritaire car il est en centre-ville et accueille des classes Cham (classe à horaire aménagé musique), qui attirent un public plutôt favorisé. Ce qui n'en fait pas un établissement privilégié pour autant : « Nous avons 42 % d'élèves boursiers, alors que la moyenne départementale est à 18 %. Mais nous n'avons aucun moyen en plus, ni en temps normal, ni dans les circonstances particulières liées à la crise sanitaire. » L'établissement accueille aussi des élèves non francophones et d'autres « à besoins

particuliers », selon la formule consacrée. Mais toujours « sans moyens, sans formation pour les profs, et avec un manque flagrant d'assistants d'éducation ». Il a même fallu refuser un projet qui consistait à accueillir des élèves, notamment des mineurs isolés, mais sans aucun encadrement prévu pour eux. Résultat des courses : « Des conditions de travail très dures, avec beaucoup de collègues qui sont en souffrance. Beaucoup d'élèves ont décroché et on ne sait pas quoi faire ou plutôt on sait que ce qu'on peut faire ne suffit pas. Cela crée un état de frustration difficile à vivre. Et vient s'ajouter cette morosité ambiante, ces cours que les masques rendent moins vivants... »

**« Nous avons 42 % d'élèves boursiers, alors que la moyenne départementale est à 18 %. »**

Alors Bertille sera en grève aujourd'hui, pour dénoncer « cette revalorisation tellement infime qu'on n'en voit pas la couleur, avec nos salaires qui sont les plus bas d'Europe ». Mais, ajoute-t-elle, « pour moi, les grèves ponctuelles comme ça, ça ne sert pas à grand-chose. Il faudrait une grève reconductible ». ●

### « POUR UN TEMPS PARTIEL, JE GAGNE 640 EUROS PAR MOIS »

**Sophie**  
Assistante d'éducation  
dans un collège parisien

Avec les autres AED (assistants d'éducation) de son collège, Sophie était en grève dès lundi. Ils ont « pris les devants », explique-t-elle, en raison de sérieux problèmes de management dans l'établissement : remarques désobligeantes, non-respect des contrats... « L'ambiance de travail est devenue insupportable. » Mais ils seront toujours en grève aujourd'hui, avec pour premier motif le Covid : « On est surexposés. On est en permanence au contact des élèves, directement. Dès 7h45, à l'entrée, on doit mettre nous-mêmes du gel sur les mains des élèves, parce qu'il n'y a pas de distributeur ! » Avec l'épidémie, la petite équipe de vie scolaire a vu son travail multiplié par quatre,

**« On est surexposés. On est en permanence au contact des élèves, directement. »**

notamment au niveau de la cantine avec des protocoles toujours plus lourds. Et quand elle parle de manque de reconnaissance, la jeune femme parle aussi salaire : « Pour un temps partiel de 18 heures par semaine, je gagne environ 640 euros par mois. » Et comme elle a dû s'absenter deux fois pour passer des tests Covid – tous négatifs, heureusement –, elle s'inquiète de savoir « s'ils ont maintenu le jour de carence ou pas », qui ferait un drôle de trou dans son budget d'étudiante. Des tests, faut-il le préciser, qu'elle a passés de sa propre initiative car, raconte-t-elle, « même en contact direct avec des élèves positifs, on n'est jamais considéré comme cas contacts ». Sophie aime pourtant ce travail, « le meilleur job étudiant que j'aie fait. Mais, avec la fermeture de la fac, j'ai l'impression de n'avoir que ça dans ma vie ». Et elle s'inquiète de cette réforme signée Blanquer qui, sous prétexte de préprofessionnalisation, veut « faire remplacer des profs par des AED, étudiants de deuxième ou troisième année de licence. Pour 8 euros de l'heure, quand les cours particuliers rapportent 18 euros de l'heure. C'est la pire réponse au problème de la précarité étudiante ». ●